



Statuts coordonnés au 30 novembre 2012

Préambule

La fédération (à l'origine une confédération) a été constituée le 6 juin 1997 conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Des modifications statutaires ont été opérées par les assemblées générales des 7 mai 1998, 18 novembre 2005, 29 avril 2010, 10 mai 2011, 25 novembre 2011 et du *30 novembre 2012*.

Dénomination, siège, objet et durée

Article 1er

La fédération prend la dénomination "Fédération COPAS", en abrégé COPAS.

Article 2

La fédération est constituée conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. Sa durée est illimitée ; son siège social est établi dans la commune de *Roeser* ; le nombre des membres ne peut être inférieur à trois.

Elle est indépendante de tout courant politique, syndical et religieux. Son action s'inspire des valeurs de la justice sociale, de la solidarité, des droits de l'homme, ainsi que des principes régissant le service public.

Article 3

La fédération a pour objet de défendre les intérêts communs légaux, sociaux et économiques de ses membres.

Article 4

A cette fin, la fédération peut

1. mener pour le compte de ses membres les négociations avec les autorités publiques compétentes en vue de conclure des accords de coopération avec l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et avec tout organisme concerné par les problèmes des personnes bénéficiaires d'aides et de soins;
2. représenter ses membres auprès des autorités publiques nationales et internationales en ce qui concerne le domaine d'activité visé par les présents statuts ;
3. offrir à ses membres des structures et des services communs notamment dans le domaine de l'assurance qualité des prestations, de la gestion financière, administrative, informatique et juridique ainsi que dans le domaine de la formation continue du personnel employé par ses membres;
4. promouvoir la réalisation de services de prévention, d'aide et de soins en faveur de personnes bénéficiaires d'aides et de soins, soit en aidant ses membres, soit en réalisant des activités communes;
5. promouvoir et élaborer des critères de qualité dans l'intérêt des personnes bénéficiaires d'aides et de soins et veiller à leur application ;
6. mener subsidiairement pour le compte de ses membres les négociations avec les syndicats en vue de conclure des conventions collectives de travail ;

La fédération peut en outre:

1. favoriser de façon générale le progrès social en faveur des personnes bénéficiaires d'aides et de soins en se référant aux nécessités et besoins que réclame leur état et dans le respect de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses;
2. procéder à des échanges d'informations et d'expériences sur les plans national et international et représenter ses membres dans des associations similaires ;
3. contribuer à l'information objective du grand public au sujet du domaine d'activité visé par les présents statuts

Les membres

Article 5

Tout prestataire dont une des activités consiste à assurer des aides et soins voire un encadrement à des personnes bénéficiaires d'aides et de soins, peut demander l'adhésion à la fédération. Les membres doivent en tout état de cause disposer de la personnalité juridique.

L'assemblée générale peut conditionner l'adhésion au paiement par le nouveau membre d'un droit d'entrée fixé en fonction des avoirs actuels de la fédération.

Le conseil d'administration décide de l'admission provisoire d'un nouveau membre sous réserve de l'approbation définitive par l'assemblée générale.

Article 6

La qualité de membre de la fédération se perd:

- 1) par la démission volontaire;
- 2) par le refus ou par défaut du paiement de la cotisation annuelle;
- 3) par l'exclusion pour des motifs graves;
- 4) par la dissolution de l'organisme membre de la fédération.

Article 7

La démission volontaire est à adresser par lettre recommandée au conseil d'administration.

Article 8

L'exclusion pour refus ou à défaut de paiement de la cotisation annuelle est prononcée par le conseil d'administration statuant à la majorité simple des voix après qu'une lettre de mise en demeure ait été adressée au membre de la fédération.

Article 9

L'exclusion d'un membre de la fédération pour des motifs graves figurera à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. L'exclusion pour des motifs graves est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre ayant été entendu par l'assemblée générale dans sa justification ou ayant été dûment convoqué à cet effet et ne s'étant pas présenté.

Article 10

Un membre démissionnaire ou exclu ne peut réclamer le remboursement des cotisations déjà versées; il n'a aucun droit aux biens de la fédération.

L'assemblée générale

Article 11

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année et au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Elle est convoquée par simple lettre par le conseil d'administration avec communication de l'ordre du jour au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Article 12

Le conseil d'administration peut également, pour autant que de besoin, convoquer des assemblées générales extraordinaires dans les délais prévus par l'article 11, alinéa 2.

Article 13

L'assemblée générale doit être convoquée endéans les trois semaines de la demande, lorsqu'un groupe de membres, comptant au moins un cinquième des voix, déterminées conformément à l'article 16 des présents statuts, l'exige par lettre recommandée adressée au conseil d'administration en indiquant l'ordre du jour.

Article 14

L'assemblée générale est notamment investie des pouvoirs suivants et conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par la suite:

- 1) de la modification des statuts;
- 2) de l'admission de nouveaux membres;
- 3) de la nomination et la révocation des administrateurs;
- 4) de l'approbation des budgets et des comptes;
- 5) de l'exercice de tous les autres pouvoirs découlant de la loi et des statuts;
- 6) de l'approbation du règlement d'ordre interne;
- 7) de la dissolution de la fédération;
- 8) de l'organisation interne de la fédération en départements sectoriels. La création, ainsi que la dissolution, de départements sont décidées par résolutions à adopter par l'assemblée générale. Les modalités relatives à la création, la composition et les attributions des départements sont précisées dans le règlement d'ordre interne.

Article 15

Toute proposition signée d'un groupe de membres, comptant au moins un vingtième des voix, déterminées conformément à l'article 16 des présents statuts, doit être portée à l'ordre du jour.

Article 16

Le nombre de voix dont dispose chaque membre est fonction des heures d'aides et de soins et de la somme des charges documentées dans leur compte profit et perte.

Le nombre de voix par membre est fixé au moins annuellement lors de l'assemblée générale ordinaire prévue à l'article 11 des présents statuts et amenée à statuer sur les comptes de l'exercice précédant ladite assemblée. Le nombre de voix ainsi déterminé est maintenu jusqu'à l'adoption d'une nouvelle répartition des voix.

Le règlement d'ordre interne règle les détails de la détermination des voix.

Article 17

Chaque membre désigne un mandataire, personne physique, à qui il donne mandat de voter pour lui et en son nom. Le mandat ne vaut que pour une séance de l'assemblée générale. Aucun mandataire ne peut représenter plus de trois membres.

Article 18

L'assemblée générale délibère et décide valablement seulement si la majorité des voix sont présentes ou représentées. Si ce quorum n'est pas atteint, il sera convoqué, dans les délais prévus par l'article 11 des présents statuts, une seconde assemblée générale qui décide valablement quel que soit le nombre des voix présentes ou représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, à l'exception des cas prévus par la loi.

La comptabilisation des voix se fait sur base de listes ad hoc bloquées, arrêtées au moment de la détermination des voix.

Le règlement d'ordre interne règle les détails de la comptabilisation des voix.

Article 19

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires sont présidées par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président, respectivement par l'administrateur le plus âgé.

Article 20

Les délibérations et décisions de l'assemblée générale sont actées dans un registre ad hoc que tous les membres ainsi que les tiers peuvent consulter au siège social.

Le conseil d'administration

Article 21

La fédération est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 9 administrateurs et au maximum de 25 administrateurs à nommer par l'assemblée générale en fonction des candidatures présentées par les listes ad hoc bloquées précitées.

Un administrateur, revêtant d'office la fonction de président du conseil d'administration de la fédération, peut être nommé en surnombre. Sa nomination est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité qualifiée des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le règlement d'ordre interne règle les détails de la procédure de nomination des membres du conseil d'administration.

Article 22

Ne peuvent être nommées administrateur que des personnes physiques. Leur mandat est renouvelable. Le mandat d'administrateur est incompatible avec celui de salarié ou de vérificateur aux comptes de la fédération.

Article 23

La durée du mandat des administrateurs est de deux ans. Si un administrateur ne peut plus exercer son mandat ou s'il y renonce, le conseil d'administration peut coopter un nouvel administrateur dont la nomination définitive est soumise à l'approbation de la prochaine assemblée générale. En attendant l'approbation définitive par l'assemblée générale, l'administrateur coopté peut participer aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative.

Article 24

Le conseil d'administration choisit en son sein un vice-président, un secrétaire et un trésorier et, dans le cas où l'assemblée générale n'a pas usé de son droit lui conféré par l'article 21 des présents statuts, un président. En l'absence du président et du vice-président, l'administrateur le plus âgé est investi des fonctions de la présidence.

Article 25

Les droits, obligations et pouvoirs des administrateurs sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi précitée. Les pouvoirs non réservés à l'assemblée générale appartiennent au conseil d'administration et notamment:

- 1) il clôture les écritures de l'exercice révolu et dresse le bilan; il établit le budget des recettes et des dépenses de l'exercice à venir;
- 2) il peut traiter, transiger et compromettre sur les intérêts de la fédération, passer des contrats, administrer, acquérir, prendre ou donner à bail, échanger, aliéner tout bien meuble ou immeuble, emprunter, constituer et lever des hypothèques, nantissements et autres garanties, décider sur l'acceptation de dons, legs ou subsides; il a le droit d'intenter ou de soutenir, au nom de la fédération, toute action judiciaire, tant en demandant qu'en défendant; il statue sur les nominations des salariés et fixe leurs émoluments et attributions; il fait et reçoit tous paiements; il peut passer et signer des conventions collectives et des contrats collectifs avec le personnel, avec les autorités publiques dans le cadre du mandat lui conféré par l'assemblée générale. Les pouvoirs énumérés ci-dessus sont énonciatifs, non limitatifs.

Une convention collective de travail ne pourra être signée par le conseil d'administration qu'à condition qu'il existe un accord préalable sur le texte par un vote à la majorité des deux tiers d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Le conseil d'administration peut instituer des commissions thématiques. Les modalités relatives à l'institution, la composition et les attributions des commissions thématiques sont précisées dans le règlement d'ordre interne.

Article 26

La gestion courante de la fédération peut être assurée par un bureau exécutif auquel le conseil d'administration délègue les pouvoirs nécessaires à la gestion courante qui sont fixés par le règlement d'ordre interne. Le bureau exécutif comprend au moins le président, le secrétaire et le trésorier. Le règlement d'ordre interne détermine le fonctionnement du bureau exécutif.

Le conseil d'administration peut déléguer partie de ses pouvoirs.

Article 27

A l'égard des tiers, la fédération est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs dont au moins celle du président ou celle du secrétaire.

Article 28

Le conseil d'administration peut procéder à la désignation, à titre temporaire ou définitif, de conseillers techniques et de commissions d'études ou d'experts qui auront voix consultative.

Article 29

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou, à défaut de celui-ci, du vice-président, aussi souvent que l'intérêt de la fédération l'exige. Sauf en cas d'urgence, l'ordre du jour est communiqué une semaine à l'avance.

Il ne pourra statuer valablement que si au moins le tiers de ses membres est présent ou représenté. Au sein du conseil

d'administration, les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés; en cas de parité des voix, celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante.
Le vote par procuration est admis. La procuration écrite donnée par un administrateur à un de ses collègues n'est valable que pour une seule séance. Un administrateur ne peut détenir plus d'une procuration.

Exercice social, cotisations, budget et comptes

Article 30

L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre de chaque année.

Article 31

La cotisation annuelle des membres est fixée par l'assemblée générale ordinaire prévue à l'article 11 des présents statuts. Elle ne peut être ni inférieure à EUR 100.-, ni supérieure à EUR 500.-.

Le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir est dressé à la fin de chaque année par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale ordinaire prévue à l'article 11 des présents statuts. Le budget des dépenses est pris en charge par les membres de la fédération dans la même proportion qu'ils ont de voix à l'assemblée générale amenée à l'approuver.

Article 32

Les comptes de l'exercice révolu sont clôturés avant la fin du mois de juin. Ils sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire et ceci avec le rapport d'au moins un vérificateur aux comptes, désigné par l'assemblée générale. La durée du mandat des vérificateurs aux comptes est de trois ans. Les vérificateurs aux comptes sont rééligibles. Le mandat des vérificateurs aux comptes est incompatible avec celui d'administrateur de la fédération en exercice ou avec celui de salarié de la fédération.

Modification, dissolution, liquidation

Article 33

Toute modification aux présents statuts sera faite conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif précitée.

Article 34

En cas de dissolution de la fédération, pour quelque cause que soit, il sera donné à l'actif net de la fédération, tel qu'il résulte de la liquidation effectuée conformément à la loi précitée, une affectation autant que possible en rapport avec l'objet en vue duquel la fédération a été créée.

Article 35

Cette affectation sera déterminée par l'assemblée générale statuant à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, ou à défaut, par les personnes chargées de la liquidation de la fédération.

Disposition finale

Article 36

Les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 précitée régissent les présents statuts pour tous les cas non prévus.